

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 12/04/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 mars 2023

Partie nominative

CUILLER FRÈRES

Contexte et constats

Publié sur



CUILLER FRÈRES

551, rue Pierre et Marie Curie
76650 Petit-Couronne

Références : UDRD.2023.04.R.33
Code AIOT : 0005802588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2023 dans l'établissement de la société CUILLER FRÈRES implanté 551, rue Pierre et Marie Curie BP 16 76650 Petit-Couronne. L'inspection a été annoncée le 13 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUILLER FRÈRES
- 551, rue Pierre et Marie Curie BP 16 76650 Petit-Couronne
- Code AIOT : 0005802588
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité : construction de charpentes et ossatures en bois

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plaintes de la société CUILLER FRERES concernant le dépôt de déchets de coupe de bois (copeaux, sciure) par la société voisine LA PLANETE VERTE sur un talus mitoyen, et le risque de chute de bois provenant du site voisin en surplomb.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Positionnement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emplacement des stocks de bois	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 20 mars 2023 a permis d'identifier les nuisances et risques à l'origine des plaintes formulées par la société CUILLER FRERES auprès de l'inspection des installations classées, et visant l'exploitant voisin. Les constats de l'inspection auprès de l'entreprise voisine LA PLANETE VERTE font l'objet d'un rapport distinct, à l'attention de cet exploitant.

Conjointement, plusieurs constats ont été établis par l'inspection des installations classées sur le site de la société CUILLER FRERES, ayant trait à l'emplacement des piles de bois, à l'accès au site par les engins de secours, et à la gestion des déchets. Aussi, **une observation et deux demandes figurent dans le rapport ci-après, assorties de délais.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emplacement des stocks de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie et d'effet domino
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Des dispositions sont prises pour éviter une explosion ou un incendie et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. [...]
Constats : le 20 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence de piles de bois stockées au pied du talus en contrebas du site voisin de la société LA PLANETE VERTE. Le talus est recouvert de déchets de coupe de bois (copeaux, sciure) et de végétation. Observation : nonobstant les demandes formulées par l'inspection des installations classées auprès de la société LA PLANETE VERTE, et dans l'attente du nettoyage du talus par cette dernière, l'inspection des installations classées recommande à la société CUILLER FRERES de déplacer temporairement les piles de bois stockées en pied de talus, afin de réduire le risque d'incendie et d'effet domino d'un site vers l'autre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Positionnement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : le 20 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté, dans la cour à l'entrée du site, aux abords du portail, le marquage au sol matérialisant l'emplacement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre (barrage mobiles). L'exploitant a indiqué que lesdits équipements avaient été commandés auprès du fournisseur. L'espace entre le marquage au sol et le poteau Nord-Est du portail doit permettre l'accès et la circulation des engins du SDIS 76. Sur ce sujet, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées, un courrier électronique du SDIS 76 daté du 18 janvier 2023 validant l'installation des barrages mobiles tout en conservant une voie pompier de 3 mètres.. Demande n° 1 : au plus tard pour fin juin 2023, l'inspection des installations classées demande à la société CUILLER FRERES de l'informer de la réception des barrages mobiles de confinement des eaux d'extinction, et d'organiser consécutivement, en sa présence, et idéalement en la présence du SDIS 76, un exercice de mise en œuvre des équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et élimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. [...]
Constats : le 20 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté le dépôt de déchets (bois, plastique...) entre le pied du talus et les piles de bois évoquées au premier point de contrôle du présent rapport. <u>Demande n° 2 :</u> l'inspection des installations classées demande à la société CUILLER FRERES de procéder, avant le 15 mai 2023, au ramassage de ces déchets, et à leur élimination, dans des conditions conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois